

**—INVESTIR**

Vendredi - Samedi - Dimanche 21 - 22 - 23 novembre 2008

**—ÉCLAIRAGE -****—«Qu'est-ce que la gestion d'actifs si ce n'est de la médiocrité? »**

*Les spécialistes réunis vendredi dernier à l'Université Webster de Genève ont conspué le comportement des responsables de la crise.*

**—sylvain frochoux à genève**

Arrogants, médiocres et scandaleux. Les qualificatifs n'ont pas manqué pour conspuer le comportement des responsables de la crise actuelle. Peinant à cacher leur colère, les experts réunis vendredi dernier à l'Université Webster de Genève, à l'occasion d'une journée de discussion sur le vaste thème de la «mondialisation et la réforme du système bancaire et monétaire international», n'ont pas gardé leur langue dans leur poche.

«Qu'est-ce que la gestion d'actifs si ce n'est de la médiocrité?» s'est exclamé Edmond Carton, 35 ans d'expérience dans le secteur bancaire et actuellement vice-président du family office genevois MIF. «Les banques sont devenues de véritables hedge funds, avec toujours plus de complaisance et d'arrogance, dans un système de plus en plus opaque», a-t-il ajouté en estimant que les établissements financiers ont manqué à leur mission. Edmond Carton a notamment cité une étude du Boston Consulting Group qui pointe du doigt trois erreurs d'envergure de la communauté financière. Soit de croire que le marché avait une bonne perception du crédit; que les investisseurs étaient hautement sophistiqués; et que le risque de crédit était largement distribué. Jugeant que l'ensemble du système bancaire devra faire l'objet d'une large révision, l'ancien banquier s'attend à ce que le gouvernement s'implique davantage pour restaurer la confiance. «Ceci ne signifie pas nécessairement plus de contrôle de l'Etat, mais plutôt une supervision de meilleure qualité», a-t-il précisé.

**«Le débat intellectuel****était totalement bloqué»**

«L'orthodoxie a dominé pendant trop longtemps», a scandé pour sa part Otto Hieronymi, professeur à l'Université Webster et coorganisateur de la conférence. «Au-delà de la crise financière, nous avons dû faire face ces dernières années à une véritable crise intellectuelle, où le débat était totalement bloqué.» L'économiste a donné comme exemple récent la gestion du système financier par Henry Paulson, et les multiples revirements de son plan de sauvetage. «Sa manière de gérer la situation est au-delà du scandaleux! Mais ce n'est en rien surprenant, car il réagit simplement avec ses tripes, pas avec son cerveau.»

Remonté, Otto Hieronymi a également visé «les adeptes de l'extrémisme», comme Larry Summers, l'ancien secrétaire au Trésor sous l'administration Clinton qui fait aujourd'hui partie des principaux candidats à la succession de Henry Paulson. Pour illustrer ces propos, il a notamment affirmé que ce dernier avait soutenu, lors d'une conférence privée en avril 1994 où il était présent, que «l'Albanie était le pays qui a compris l'économie de marché». «Quelle arrogance! Quelle stupidité!» s'est empressé de réagir le professeur de l'université privée genevoise.

**Eviter une relance à travers des réductions d'impôt**

Quelles sont alors les solutions de sortie de crise? Pour Michael Sakbani, ancien directeur

à la CNUCED et actuellement professeur à l'Université Webster, le gouvernement américain se doit de mettre rapidement en place un fonds d'au moins 300 milliards de dollars. L'économiste préconise le recours aux dépenses dans les infrastructures, et non à travers des programmes d'allègements fiscaux. Michael Sakbani a en effet calculé que chaque dollar dépensé sous forme de relance gouvernementale aura un impact de 1,8 dollar sur l'économie, soit 25% de plus que l'effet d'une réduction d'impôts. «Il est aujourd'hui raisonnable de dire que la crise financière mondiale ne se serait pas produite avec une telle férocité si une régulation et une supervision adéquates avaient été mis en place», a souligné l'économiste, en citant les nombreuses alertes émises par la Banque des règlements internationaux et le Comité de Bâle depuis plusieurs années. Les autorités auront-ils toutefois suffisamment d'arguments pour changer en profondeur le système financier? «Les changements sont inexorables, pas tant dans le domaine de la réglementation mais dans le domaine de la coopération et des conditions liées», a estimé Alexandre Vautravers, coorganisateur de la conférence et directeur du département de Relations internationales à l'Université Webster. En réponse aux sceptiques, il rappelle que le système a été entièrement reconstruit, par trois fois au cours du dernier demi-siècle.

### **Angle-« Limiter les rémunérations ne garantira pas une amélioration de la gouvernance »**

A chaque crise ses réformes. La refonte, du moins partielle, du système financier offre l'occasion d'œuvrer davantage en faveur d'une meilleure gouvernance d'entreprise. Président de l'Association pour l'arbitrage international en matière de commerce et d'industrie (ARICI) et cofondateur de l'International Corporate Governance Network (ICGN) et , André Baladi s'est ouvert aux questions de «L'Agefi» lors de son passage vendredi à l'Université Webster de Genève.

### **—Quelle position adoptez-vous vis-à-vis de la rémunération des top managers?**

André Baladi: Le montant absolu n'est pas du tout un problème en soi. Qu'un Vasella gagne 20 ou 5 millions de francs par an n'a aucun impact sur l'action. Le plus important est que les intérêts financiers soient alignés sur ceux des actionnaires. Et, pour ce faire, il faut éviter qu'une trop grande part des bonus des directeurs soit garantie en amont. Limiter, en revanche, les rémunérations à un certain niveau ne garantira pas une amélioration de la gouvernance d'entreprise. Il y a des problèmes bien plus urgents.

#### **Par exemple?**

Il faut impérativement que les entreprises adoptent le principe d'une action, un vote. Limiter, par exemple, la représentativité de l'actionnaire majoritaire à seulement 5% des votes, comme c'est le cas chez Nestlé, n'est pas tolérable. Si une société cotée ne veut pas devenir la cible d'une offre publique d'achat, libre à elle d'augmenter la valeur de ses propres actions. Les artifices de blocage ne sont jamais une solution optimale à long terme pour l'actionnaire.

### **Exigez-vous également un changement dans la composition des conseils d'administration?**

Le principe de la double casquette, CEO-président, fait bien sûr partie des revendications classiques. Nous demandons en outre que les entreprises soient soutenues par une majorité de directeurs indépendants, afin que le conseil d'administration puisse défendre au mieux les intérêts des actionnaires. Les autorités de surveillance devraient également s'assurer que les sociétés cotées ne pratiquent plus la réciprocité en termes de nomination croisée de leurs directeurs avec des entreprises aux intérêts proches. – (Propos recueillis par SF)

**Angle-«Les esprits ne sont pas encore mûrs aux réformes»**

La fin de l'orthodoxie. Pour Otto Hieronymi, professeur à l'Université Webster de Genève, l'industrie financière a profondément abusé de sa position dominante. L'heure est venue de changer de modèle.

**Dans quelle mesure les autorités doivent-elles réguler le système?**

Otto Hieronymi: Le régime libéral bénéficie au monde entier et la finance ne doit pas être envahie par un excès de règles. Les forces du marché doivent encore l'emporter. Ce qui n'est, en revanche, pas le cas pour le système monétaire. Les limites de la privatisation doivent donc être claires et nettes. Les Etats-Unis ont dépassé, à mon sens, une frontière importante en privatisant une partie de leurs prisons. Et s'ils devaient commencer à privatiser les tribunaux, on tomberait alors en pleine piraterie. Il est temps de mettre ces problèmes sur la table pour un véritable débat de fonds, et sortir enfin de cette crise intellectuelle qui a bloqué le dialogue depuis de nombreuses années.

**La société est-elle prête à un tel changement?**

Non. Je pense que les esprits ne sont pas encore mûrs. Cela va prendre du temps. Il faut commencer par limiter les dégâts de la crise actuelle pour revenir, ensuite, à une meilleure compréhension des enjeux. La théorie du «too big to fail», par exemple, s'est avérée vraie et il faudra s'assurer que les banques ne redeviennent pas des mastodontes. Encourager abondamment les fusions et acquisitions revient au final à tuer la concurrence. Ce qui est stupide. – (Propos recueillis par SF)